

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Bureau de la commande publique et des achats

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Mise à disposition d'une plateforme de digital asset management en mode SaaS et prestations associées

Numéro de consultation : DICOM-2025-012

1.	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	4
2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
3.	ALLOTISSEMENT	4
4.	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
5.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
6.	LIEUX D'EXECUTION	5
7.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
8.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
9.	IDENTIFICATION DES ELEMENTS SOUMIS AU DROIT DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE	6
10.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DES LIVRABLES.....	6
10.1	Régime des droits de propriété intellectuelle des résultats	6
10.2	Régime des droits sur les connaissances antérieures.....	7
11.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DESTRUCTION DES DONNEES	7
11.1	Régime des droits de propriété intellectuelle des données	7
11.2	Destruction des données	7
12.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
12.1	Représentation des parties	7
12.2	Conditions d'exécution	8
12.3	Délais d'exécution.....	9
12.4	Émission et exécution des bons de commande.....	9
12.5	Demande de prolongation du délai d'exécution.....	9
12.6	Arrêt de l'exécution des prestations	9
12.7	Pilotage des prestations.....	10
12.8	Obligations du titulaire	10
12.9	Clauses de réexamen.....	11
12.10	Clause sociale	12
12.11	Clause environnementale.....	12
12.12	Constatation de l'exécution des prestations et admission	13
	Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG-TIC.	13
12.13	Garantie	14
13.	PENALITES	15
13.1	Pénalités de retard	15
13.2	Pénalités pour indisponibilité	15
13.3	Pénalités relatives aux droits de propriété intellectuelle	16
13.4	Pénalités pour absence du titulaire à une réunion	16
13.5	Pénalités liées aux engagements environnementaux et sociaux	16
13.6	Plafonnement et seuil d'exonération des pénalités	16

14.	REGIME FINANCIER	16
14.1	Forme et contenu des prix	16
14.2	Révision des prix.....	17
14.3	Avances	18
14.4	Modalités financières	18
14.5	Modalités de paiement	19
15.	DISPOSITIONS DIVERSES	22
15.1	Forme des notifications et des informations	22
15.2	Langue	22
15.3	Sous-traitance	22
15.4	Assurances.....	23
15.5	Autres obligations administratives	23
15.6	Résiliation	24
15.7	Exécution aux frais et risques du titulaire	24
15.8	Différends	24
15.9	Litiges et contentieux.....	25
16.	ANNEXES AU CCAP.....	25
17.	DEROGATIONS AU CCAG	25

1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Le présent accord-cadre est passé par :

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Secrétariat général
Délégation à l'information et à la communication
78 rue de Varenne
75349 Paris 07 SP

La personne habilitée à signer l'accord-cadre est la Déléguée à l'information et à la communication ou son représentant bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet, ci-après désignée sous le terme « l'acheteur ».

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre porte sur la mise à disposition d'une solution de digital asset management (DAM), outil central et unique de gestion des médias numériques, afin de permettre l'accès du public et des agents à toutes les catégories de productions numériques de la Délégation à l'information et à la communication (DICOM) ainsi qu'au patrimoine audiovisuel du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA). Grâce au recours au mode SaaS, la maintenance, l'exploitation et l'hébergement de la solution sont inclus dans l'abonnement auquel souscrira le ministère. Le présent accord-cadre couvre également les prestations de mise en œuvre, de paramétrage et d'accompagnement associées.

La nouvelle solution doit permettre, le cas échéant, d'assurer la continuité avec la solution actuelle grâce au paramétrage lors de sa mise en place. Elle doit également permettre de perfectionner la qualité de service, par la mise en œuvre d'éventuels développements évolutifs à la demande de l'acheteur ou du titulaire. Il doit s'agir d'une plateforme unique permettant de stocker, rechercher, partager et diffuser les productions numériques du ministère, dans le respect des exigences techniques définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

Cet outil s'inscrit en cohérence avec l'objectif de transformation numérique de l'administration dans le cadre du plan action publique 2022, au bénéfice des usagers comme des agents, par une large ouverture des données et la mise à disposition d'un environnement de travail modernisé.

3. ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti. Le non allotissement se justifie par l'interdépendance entre les prestations attendues dans le cadre de la présente consultation (mode SaaS), et la complexité technique qu'engendrerait un découpage en lots au regard notamment des questions de propriété intellectuelle sur la solution retenue.

4. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord cadre est exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 235 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre, reconductions incluses.

L'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois hors reconductions éventuelles. L'accord-cadre prend effet à compter du 25 novembre 2025, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quarante-huit (48) mois. Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter dans la limite de trois (3) mois après la date de fin de l'accord-cadre.

La non-reconduction de l'accord-cadre ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

6. LIEUX D'EXECUTION

Les prestations sont principalement exécutées depuis les locaux du titulaire de l'accord-cadre. Les réunions prévues en présentiel se tiennent dans les locaux de l'acheteur sur le site de Varenne à Paris.

7. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE-ATTRI1) et ses annexes :
 - o annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - o annexe n°2 : liste des contacts du titulaire en charge de l'accord-cadre ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - o annexe n°1 : traitement de données à caractère personnel ;
 - o annexe n°2 : attestation FIPHFP.
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - o annexe n°1 : sécurité ;
 - o annexe n°2 : la politique de sécurité des systèmes d'information de l'État ;
 - o annexe n°3 : la politique de sécurité des systèmes d'information de l'Agriculture ;
 - o annexe n°4 : le Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (désigné dans le présent document « CCAG-TIC »), supposé connu par les opérateurs économiques, ne sera pas annexé au dossier de consultation des opérateurs économiques. Il est consultable sur le site Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310689>

9. IDENTIFICATION DES ELEMENTS SOUMIS AU DROIT DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans le cadre du présent marché public, les livrables sont ceux définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières référencé DICOM-2025-012. Les livrables suivent les régimes juridiques correspondant aux définitions données ci-après. Les résultats sont définis à l'article 43.1 du CCAG-TIC. Ils désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre.

En complément de l'article 43.2 du CCAG-TIC, les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du présent marché public et qui appartiennent :

- à l'acheteur, l'ensemble des données qui sont stockées sur la plateforme de digital asset management (le cas échéant, après réversibilité). Le MASA est titulaire des droits d'auteur sur l'ensemble de ces documents ;
- au titulaire ou à des tiers, identifiées comme tels dans l'offre du titulaire, ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du présent marché public, avant toute incorporation d'une connaissance antérieure.

Conformément à l'article 43.3 du CCAG-TIC, les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

Les éléments non listés comme connaissances antérieures et connaissances antérieures standards, préalablement à leur utilisation, suivent automatiquement le régime des résultats.

10. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DES LIVRABLES

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats et connaissances antérieures, tels que définis dans les articles 10.1 et 10.2 suivants) pour répondre à ses objectifs, à savoir :

- avoir à disposition une plateforme évolutive de digital asset management, via un abonnement en mode SaaS ;
- héberger ses actifs numériques ;
- gérer ses actifs numériques (archiver, stocker, classer, organiser et décliner les médias, publier vers des environnements tiers, analyser les flux) ;
- disposer d'un thésaurus personnalisé ;
- former ses équipes et ses utilisateurs à la prise en main et à l'utilisation de la solution ;
- contrôler le respect des obligations de sécurité.

10.1 Régime des droits de propriété intellectuelle des résultats

L'acheteur, et le cas échéant les tiers désignés, doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et mentionné en début d'article.

Le présent accord-cadre fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC. La cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visée dans ces articles est compris dans les prix de l'accord-cadre.

10.2 Régime des droits sur les connaissances antérieures

Le régime des connaissances antérieures du titulaire ou des tiers est prévu aux articles 44 et 45 du CCAG-TIC.

Le titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent accord-cadre. Le cas échéant, le titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

Les connaissances antérieures de l'acheteur ne peuvent être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent marché public. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

11. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DESTRUCTION DES DONNEES

11.1 Régime des droits de propriété intellectuelle des données

L'acheteur conserve l'intégralité des droits de propriété intellectuelle sur l'ensemble des données saisies dans le logiciel ou stockées dans la base de données. Les droits en question sont les droits de reproduction, de représentation, de communication, d'adaptation, de traduction, de tirage, d'exploitation et d'utilisation secondaire sur tous supports, et sur tous les modes d'exploitation et de reproduction quel qu'en soit le procédé, y compris l'Internet, tous les supports numériques et audiovisuels et plus généralement tout support actuel ou futur, pour le monde entier et pour toute la durée de la protection légale des droits d'auteur.

11.2 Destruction des données

Au terme de l'accord-cadre ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la réalisation des prestations.

Une fois la restitution effectuée, le titulaire doit détruire, dans un délai d'un mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

12. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1 Représentation des parties

12.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

12.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, cet ou ces interlocuteur(s) sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

12.2 Conditions d'exécution

12.2.1 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le co-traitant. Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

12.2.2 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre.

Aucune personne non autorisée ne peut intervenir dans l'exécution des prestations. Tout nouvel intervenant devra préalablement être présenté à l'acheteur pour approbation.

12.2.3 Remplacement des intervenants

Dans le cas où une personne physique nommément désignée n'est plus en mesure d'accomplir sa tâche, le titulaire doit en informer sans délai l'acheteur. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire doit communiquer à l'acheteur dans les 5 jours ouvrés à compter de cette notification le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 5 jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations. Il est précisé que le remplacement d'un membre de l'équipe ne doit pas entraîner de retard dans l'exécution des prestations.

12.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux fixés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, ou à défaut dans le bon de commande notifié au titulaire. Le point de départ du délai d'exécution des prestations court à compter de la notification du bon de commande ou, si cela y est expressément indiqué, à compter de la date figurant dans le bon de commande.

12.4 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Chaque bon de commande, avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, ...) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre (DICOM-2025-012) ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

12.5 Demande de prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision.

12.6 Arrêt de l'exécution des prestations

L'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-TIC. Il notifie alors sa décision au titulaire, et selon un préavis d'un mois. Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et entraîne la résiliation de l'accord-cadre. Le paiement est effectué au prorata des prestations exécutées.

12.7 Pilotage des prestations

Après la notification du marché public, l'acheteur organise une réunion de lancement dans ses locaux de Varenne à Paris avec le titulaire de l'accord-cadre.

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent accord-cadre.

Le titulaire transmet à l'acheteur tous les livrables attendus au titre du pilotage des prestations, ainsi qu'à une fréquence semestrielle un état de son activité au sein de l'accord-cadre.

Cet état d'activité comprend :

- la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant ;
- une présentation de la feuille de route produit ;
- un rapport détaillé des modifications apportées, le cas échéant, aux éléments qui concourent à l'hébergement de la plateforme de digital asset management ;
- un rapport des interventions de support et maintenance réalisées pour le compte de l'acheteur.

Par ailleurs, le titulaire devra alerter l'acheteur lorsque les consommations atteindront 85 % des valeurs maximales prévue dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

12.8 Obligations du titulaire

12.8.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

12.8.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

12.8.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et les documents auxquels il a accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations et documents ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

12.8.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'accès des préposés des titulaires aux locaux de l'acheteur est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à l'acheteur. Les intervenants demeurent en toute circonstance sous l'autorité du titulaire, même lorsqu'ils se trouvent dans les locaux du ministère.

12.8.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du Cahier des Clauses Techniques Particulières et de ses annexes.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

12.8.6 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

12.9 Clauses de réexamen

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-TIC, les modifications sont exclusivement à l'initiative de l'acheteur. Les prestations objet du présent accord-cadre pouvant être assujetties à des évolutions techniques, et réglementaires, des modifications peuvent avoir lieu dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique. Les évolutions susceptibles d'occasionner des modifications peuvent couvrir plusieurs aspects.

12.9.1 Évolutions techniques

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique en cas d'évolution du secteur et des pratiques relatives aux prestations citées en objet de l'accord-cadre dans les hypothèses suivantes :

- si le besoin est exprimé de modifier les formats de livrables, les prestations (ajouts / suppression), les modalités d'activation des prestations, les délais de restitution et de livraison ;
- s'il était nécessaire de modifier les modalités et le périmètre d'émission des bons de commande ;
- si des changements majeurs interviennent sur la question de la protection des données ;
- si les parties souhaitent insérer au contrat, dans un souci de clarté, les modifications de dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent de droit dans le cadre du présent marché public.

Par ailleurs, et plus généralement, la clause de réexamen peut être activée dès lors que de nouveaux outils ou nouvelles technologies, non connus à la notification de l'accord-cadre, deviendraient indispensables pour la réalisation et la qualité des prestations, ou la sécurité informatique, et nécessiteraient la prise en compte de coûts spécifiques non définis dans l'offre du titulaire.

12.9.2 Évolution contractuelle

Lorsque des évolutions, notamment celles décrites dans le paragraphe 12.7.1 du présent CCAP, interviennent, les parties peuvent alors se rencontrer dans les plus brefs délais pour déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution de l'accord-cadre et de ses conditions financières.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des missions prévues dans le cadre du présent accord-cadre.

A l'issue de ce réexamen, les parties conviennent d'en définir et formaliser les conséquences éventuelles, par voie d'avenant, conformément à l'article 27 du CCAG-TIC des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

A défaut d'accord dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la demande de réexamen, l'acheteur peut décider de résilier l'accord-cadre.

12.10 Clause sociale

Mesures en faveur des entreprises du STPA

En vue de favoriser l'accès à la commande publique des entreprises du Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA) -Entreprises Adaptées, telles que définies à l'article L.5213-13 du Code du travail et les Établissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT), tels qu'ils sont définis à l'article L.344-2 du Code de l'Action sociale et des familles- le titulaire est encouragé à identifier et à confier une partie des prestations objet du présent accord-cadre à une ou plusieurs entreprises du secteur.

Le titulaire sera tenu par le nombre d'heures minimal qu'il entend confier au STPA, pour toute la durée de l'accord-cadre, sur lequel il s'est engagé dans son offre. Il pourra aller au-delà de cet engagement en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Il transmettra à l'acheteur à chaque fin d'année civile et au plus tard, le 31/01 de l'année N + 1 :

- l'attestation relative aux achats de fournitures, de sous-traitance ou de prestations de services auprès des entreprises adaptées, des établissements ou services d'aide par le travail complétée, datée et signée (cf. annexe 2 du présent CCAP) ;
- la copie de l'agrément de l'État attestant que la ou les entreprises sont des ESAT / EA ;
- la copie des factures attestant des paiements effectifs auprès de ces entreprises.

12.11 Clause environnementale

12.11.1 Dématérialisation des échanges et outils numériques

S'agissant de l'outil déployé ainsi que des échanges dématérialisés réalisés dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à mettre en place une politique veillant à réduire son impact numérique par les actions suivantes (à titre d'exemple) :

- réduction du poids des contenus hébergés sur les serveurs ;
- mise en cache des données ;
- compression des données ;
- réduction du volume de données stockées ;
- rationalisation dans l'usage des mails : réduction du nombre d'email, limitation de la taille des pièces jointes en privilégiant le partage de liens, diminution du temps de conservation des messages ;
- limitation des images ;
- Utilisation du bon format d'image (par ex : jpg pour une photo) ou de fichier (pdf, format web)...

12.11.2 Évolution de l'outil et obligation de conseil

A l'occasion d'une réunion de suivi d'exécution prévue à l'article 9 du CCTP et a minima une fois par an, le titulaire dressera à l'acheteur un bilan des fonctionnalités de l'outil non ou peu utilisées et fera des propositions en vue de leur évolution ou de leur suppression. Il conseillera l'acheteur sur toutes nouvelles solutions ou pratiques permettant de garantir un développement et un usage plus écoresponsable de l'outil.

12.11.3 Communication d'un bilan d'émission des gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (personnes morales de droit privé employant plus de cinq cent personnes, notamment) de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification de l'accord-cadre. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification de l'accord-cadre arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via le rapport de performance extra-financière prévu à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

12.12 Constatation de l'exécution des prestations et admission

12.12.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG-TIC.

12.12.2 Opérations de vérification

Les procédures de réception des prestations varient en fonction des prestations commandées. Le type de chaque prestation est indiqué dans le CCTP.

La fourniture de livrables spécifiés dans chaque poste est effectuée par le titulaire, selon les recommandations et les directives de l'acheteur. Sur demande de l'acheteur, la remise de tout livrable pourra s'effectuer au cours d'une réunion présentant le produit fini, accompagné d'un procès-verbal de livraison, en présence du titulaire et du ou des services concernés du ministère.

Les opérations de vérification portent sur le constat par l'acheteur que le titulaire a livré les prestations demandées et les documentations décrites dans les postes, éventuellement complétées ou précisées dans le bon de commande.

12.12.3 Réception des prestations de type « réalisation »

Prestations concernées :

- Mise en place de la plateforme :
 - setup des plateformes de production et de pré-production redondées (UO 1) ;
 - reprise de l'existant (UO 2) ;
- Prestations techniques :
 - prestations d'intégration web (UO 17, UO 18 et UO 19) ;
 - prestations de développement web (UO 20, UO 21 et UO 22).

Les opérations de vérification des prestations de type « réalisation » sont réalisées en application des dispositions du CCAG-TIC.

12.12.4 Réception des autres prestations

Prestations concernées :

- Coûts récurrents d'utilisation (UO 3 à UO 14) ;
- Études (UO 15 et UO 16) ;
- Formation (UO 23, UO 24, UO 25 et UO 26) ;
- Réversibilité (UO 27 et UO 28).

Les opérations de vérification et de réception définies ci-après dérogent aux articles 29, 30, 32, 33 du CCAG-TIC. Les opérations de vérification portent sur le constat par l'acheteur que le titulaire a fourni les documents ou livrables conformes aux spécifications de l'accord-cadre.

12.12.5 Fourniture des livrables

La fourniture des livrables spécifiés est effectuée par le titulaire, selon les recommandations et les directives de l'acheteur. Sur demande de l'acheteur, la remise de tout livrable pourra s'effectuer en cours d'une réunion (en présentiel ou en visioconférence) présentant le produit fini, accompagné d'un procès-verbal de livraison, en présence du titulaire et du ou des services concernés du ministère.

12.12.6 Documentation

Après ses interventions, lorsque cela s'avère nécessaire, le titulaire procède à la mise à jour de la documentation fonctionnelle et technique, ainsi que des manuels utilisateurs. Il remet à l'acheteur un document décrivant la nouvelle version qui comporte au minimum : la description fonctionnelle complète de la nouvelle version, le delta fonctionnel par rapport à la version en cours, les difficultés éventuelles de mise en œuvre.

12.12.7 Décision après vérifications

Après remise des livrables, l'acheteur dispose de trente (30) jours calendaires pour prononcer la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des documents fixés dans les conditions de l'article 34 du CCAG-TIC. Dans le silence de l'acheteur, la réception est réputée prononcée à l'issue de cette période. Ce constat est matérialisé par un procès-verbal de service fait établi par l'acheteur ou toute personne ayant reçu délégation de sa part.

12.13 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG-TIC.

La garantie prévue au CCAG-TIC s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du Code civil.

13. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles se cumulent entre elles. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Toutes les pénalités ci-après sont exprimées en € H.T.

13.1 Pénalités de retard

Par le présent article du Cahier des Clauses Administratives Particulières, il est fait dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations.

Ces pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA ;

R = le nombre de jours de retard.

Pour tous les documents identifiés comme livrables dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par livrable.

13.2 Pénalités pour indisponibilité

En cas d'indisponibilité de la plateforme, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{30}$$

dans laquelle

P : montant de la pénalité

V : valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de l'unité d'œuvre « fourniture des plateformes et de l'hébergement applicatif ».

R : nombre de jours calendaires d'indisponibilité. En cas de dysfonctionnement ou bug bloquant, ce nombre s'exprime en heures ouvrées de retard (du lundi au vendredi, entre 9h et 19h).

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et sa résolution.

13.3 Pénalités relatives aux droits de propriété intellectuelle

Le titulaire encourt une pénalité de 1000 € pour toute action contrevenant aux obligations mentionnées aux articles 10 et 11 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

En cas d'omission répétée, de conflit grave et avéré, de non-respect répété de ces obligations, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

13.4 Pénalités pour absence du titulaire à une réunion

En cas d'absence du titulaire à l'une des réunions prévues à l'article 9 du Cahier des Clauses Techniques Particulières, une pénalité de 500 € est applicable.

13.5 Pénalités liées aux engagements environnementaux et sociaux

En cas de manquement à l'une de ses obligations liées aux considérations environnementales, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 200 € forfaitaire par manquement constaté.

En cas de non-respect du nombre d'heures du marché public alloué à des ESAT / EA sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre ou de non transmission des justificatifs mentionnés au CCAP permettant, entre autres, d'attester de la réalité de la réalisation des heures, le titulaire encourt une pénalité de 150 euros par heure non réalisée.

13.6 Plafonnement et seuil d'exonération des pénalités

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

14. REGIME FINANCIER

14.1 Forme et contenu des prix

Le présent accord cadre s'exécute à prix unitaires au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Les prix figurent dans le bordereau des prix unitaires annexés à l'acte d'engagement.

En cours d'exécution du présent accord-cadre, les prix des fournitures peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sur l'initiative du titulaire et sans que l'accord-cadre ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés. Le titulaire adresse le tarif promotionnel à l'acheteur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et lui donnant toutes les précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés. Ce tarif est annexé à l'accord-cadre et constitue une pièce justificative. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;

- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés aux articles 43 à 46 du CCAG-TIC, incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle (article 46 du CCAG-TIC) ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- le suivi contractuel ainsi que le pilotage, tel que défini à l'article 12.7 « Pilotage des prestations ».

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire. Aucun supplément ne pourra être réclamé à l'acheteur.

14.2 Révision des prix

14.2.1 Modalités de calcul

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0, correspondant au mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pour la première année à compter de sa date de notification.

Une révision de prix pourra être appliquée aux prix unitaires de l'accord-cadre selon la formule ci-dessous :

$$P = P_0 (0,60 + 0,40 [S/S_0])$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P0 = prix d'origine

S = valeur de l'indice INSEE - Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.01 – Services de programmation informatique - Prix de marché – Base 2021 (Identifiant 010766572) à la date de la révision ;

S0 = valeur de l'indice INSEE - Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.01 – Services de programmation informatique - Prix de marché – Base 2021 (Identifiant 010766572) au mois M0.

L'indice INSEE est consultable à l'adresse URL suivante :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766572#Revision>

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de disparition d'un indice de référence, il est pris en compte l'indice de remplacement proposé par l'INSEE et utilisé la méthodologie proposée par l'INSEE pour assurer le cas échéant le lien entre l'ancien et le nouvel indice.

14.2.2 Modalités de révision des prix

Les prix unitaires sont révisés chaque année à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessus.

Le titulaire adresse à l'acheteur (DICOM), au plus tard deux mois avant l'échéance de la période en cours, une proposition de révision des prix par tout moyen permettant de donner une date certaine. Il donne toutes

précisions utiles justifiant les nouveaux tarifs.

L'acheteur dispose de quinze jours pour agréer ou refuser la proposition du titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux tarifs.

En l'absence de demande d'application de la clause de révision de prix dans les conditions prévues ci-avant, aucune révision ne sera appliquée. Les prix de la période en cours continueront d'être appliqués pour la période de reconduction.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de révision, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul. Il joint à sa demande de révision le bordereau de prix unitaires révisé.

Les prix ainsi révisés n'ont pas à être constatés par avenant.

Les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et sont fermes pour toute la durée de la commande concernée.

14.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

14.4 Modalités financières

14.4.1 Répartition des paiements

La périodicité des paiements est fonction des unités d'œuvre. Il est fixé comme suit :

Type d'unité d'œuvre	Périodicité du paiement
Setup	25% lors de la mise à disposition du DAM 75% à la recette
Reprise de l'existant	À la recette
Fourniture des plateformes et hébergement applicatif	Trimestriel à terme échu et au service fait constaté
Fourniture de stockage	
Fourniture de bande passante	
Études	À la recette
Paramétrage à la demande de l'acheteur/Évolutions	
Accompagnement à la prise en main de l'outil/formation	
Réversibilité des données	

14.4.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée selon les dispositions de l'article R.2191-22 du Code de la commande publique.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le paiement du solde intervient après l'admission des prestations concernées.

14.4.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattaché au ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

14.4.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

14.5 Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

La demande de paiement du dernier acompte est traitée conformément aux dispositions des articles R. 2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

14.5.1 Mentions obligatoires

Conformément à l'annexe B de l'arrêté du 5 mai 2021 portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'État, l'état liquidatif pour le paiement d'un acompte doit mettre en évidence les éléments suivants :

a) Le cas échéant, le montant de l'avance versée ;

Pour chacun des éléments suivants, il fait apparaître, le montant des prestations totales réalisées, le détail cumulé des situations antérieures et le détail de l'acompte :

b) Le montant HT en prix de base des travaux effectués ou prestations réalisées dans le cadre de l'accord-cadre initial et des avenants ;

c) Le cas échéant, l'actualisation/révision des prix (cf. état liquidatif établi conformément à l'annexe C de l'arrêté cité ci-dessus) ;

d) Le cas échéant, le montant des primes et, s'il y a lieu, actualisation/révision (cf. annexe C) ;

e) La TVA sur la somme des éléments susmentionnés : $b + c + d$;

f) Le montant des travaux effectués ou des prestations réalisées TTC ($b + c + d + e$) ;

Il fait également apparaître, le cas échéant, les déductions à opérer :

g) La retenue de garantie sur travaux effectués ou prestations réalisées TTC hors variation de prix ;

h) La résorption de l'avance ;

i) Le total à déduire ($g + h$) ;

j) La somme globale restant due ($f - i$) ;

k) La somme due au(x) sous-traitant(s) ;

l) La somme revenant au titulaire ($j - k$) (sous réserve d'application des pénalités) ;

m) Les pénalités de retard applicables au titulaire ;

n) La somme à verser au titulaire ($l - m$).

L'état liquidatif comporte également le code du service exécutant : FAC9410075.

Lorsque ces informations sont portées par l'outil (et donc intégrées dans Chorus) et sont accessibles au comptable, la production des pièces justificatives n'est plus requise.

Si les mentions ne sont pas présentes dans Chorus, elles peuvent être présentées sur tout type de document (procès-verbal, certificat administratif, factures, plan d'acomptage...).

Les postes b) à f) peuvent en outre être justifiés par des états annexes comportant les éléments de calcul ayant permis d'en fixer le montant.

Seules, les sommes dues au sous-traitant ayant droit au paiement direct doivent figurer dans la rubrique k).

Ces postes sont également justifiés, pour les intervenants ayant droit au paiement direct, par des états annexes comportant la nature des différentes prestations exécutées, leur montant total hors taxe, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, le montant des variations de prix hors taxes et TTC. Les sommes cumulées versées au sous-traitant, hors impact éventuel de la variation de prix, ne doivent pas excéder le montant maximum prévu à l'acte spécial de sous-traitance, qui ne prend pas en compte cette même variation de prix.

En cas de délégation de paiement au sous-traitant de second rang, l'indication de la somme à verser au sous-traitant de premier rang et de la somme à verser au sous-traitant de second rang, compte tenu de la délégation.

14.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

14.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

14.5.4 Transmission de la facture

La transmission de la facture s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de la facture, le suivi du traitement de la facture, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de la facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Lors du dépôt de sa facture dans chorus-pro, le titulaire doit saisir les renseignements suivants :

- SIRET État : 110 002 011 00044 (sur le portail Chorus-Pro, sélectionner "État")
- Adresse du comptable payeur : code du service exécutant FAC9410075
- N° de l'engagement juridique pour les prestations forfaitaires : numéro à 10 chiffres mentionné en pied de page de l'acte d'engagement
- N° de l'engagement juridique pour les prestations exécutées par bons de commande : numéro à 10 chiffres mentionné en haut du bon de commande

Pour le dépôt des factures dans CHORUS Pro, les masques de saisie à utiliser sont :

- "A1" pour le titulaire ;
- "A9" pour le sous-traitant ;
- "A12" pour le co-traitant.

Le numéro d'engagement vous sera notifié dans le formulaire Noti 5.

Quel que soit le mode de transmission, une copie des factures sera également envoyée par mail aux adresses suivantes : mediatheque@agriculture.gouv.fr et peguy.poulaille@agriculture.gouv.fr

15. DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 *Forme des notifications et des informations*

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les messages électroniques sont adressés par courriel à l'adresse mediatheque@agriculture.gouv.fr et sont considérés comme notifiés en l'absence d'un message automatique reçu en retour (absence, boîte pleine, etc.) ;

15.2 *Langue*

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

15.3 *Sous-traitance*

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

À défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG-TIC.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du Code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

15.4 Assurances

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire devra justifier, avant la notification de l'accord-cadre, être en possession d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations. Il s'engage, sur toute demande faite par l'acheteur ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité, dans un délai de quinze (15) jours.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le montant garanti est équivalent au montant estimé des prestations objet du présent accord-cadre.

15.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiés à l'acheteur. En cas de manquement,

l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail. Ces documents sont transmis par le titulaire, et le cas échéant par ses sous-traitants, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, complète une fois par an le questionnaire portant sur l'égalité professionnelle mis à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://e-attestations.com>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet de l'accord-cadre (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

15.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG TIC (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En complément de l'article 50 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des règles de sécurité ou de mise en cause du titulaire dans un incident de sécurité, l'acheteur peut résilier pour faute l'accord-cadre :

- avec mise en demeure dans les conditions de l'article 50.2 du CCAG-TIC ;
- sans mise en demeure.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG TIC, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : violation des obligations de sécurité ; violation des obligations de confidentialité.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

15.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-TIC.

15.8 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations. En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des

entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises peut être saisi en ligne sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateurdesentreprises>

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris.

15.9 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est soumis au droit français. Tout litige dans le cadre du présent accord-cadre est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution de l'accord-cadre.

Les tribunaux judiciaires compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

16. ANNEXES AU CCAP

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comporte les annexes suivantes :

- annexe n°1 : traitement de données à caractère personnel ;
- annexe n°2 : attestation FIPHP.

17. DEROGATIONS AU CCAG

Objet de la dérogation	Article du présent CCAP	Article du CCAG-TIC auquel il est dérogé
Représentants du titulaire désignés dans son offre	12.1.2	3.4.1
Remplacement d'un intervenant dans un délai de 5 jours ouvrés	12.2.3	3.4.3
Émission et exécution d'un bon de commande – observations du titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés	12.4	3.7.2
Clause de réexamen à l'initiative de l'acheteur	12.9	27
Opérations de vérification simples	12.12.4	29, 30, 32, 33
Pénalités pour retard sans mise en demeure préalable - Formule de calcul	13.1	14.1.1
Assurances – justificatif à fournir avant la notification de l'accord-cadre	15.4	9